<p style="text-align: center;">CHAMBRE DE DISCIPLINE DU CONSEIL REGIONAL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS D'OFFICINE DE HAUTE-NORMANDIE 15 rue Saint-Denis 76000 Rouen</p>
--

Décision n°487-D

**Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales
de Haute-Normandie**

c/

Mme A

Pharmacien d'officine

N° d'ordre :

Titulaire de l'officine sise

**LA CHAMBRE DE DISCIPLINE DU CONSEIL REGIONAL DE L'ORDRE DES
PHARMACIENS D'OFFICINE DE HAUTE-NORMANDIE**

Conformément aux dispositions des articles L. 4234-3, L. 4234-5 et L. 4234-6 du code de la santé publique, la chambre de discipline du conseil régional de l'ordre des pharmaciens d'officine de Haute-Normandie s'est réunie, en audience publique, le lundi 26 novembre 2007, à 10h00, au tribunal administratif ..., sous la présidence de Mme Karine Jorda-Lecroq, premier conseiller au tribunal administratif de..., afin d'examiner la plainte déposée le 6 novembre 2006 par le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Haute-Normandie à l'encontre de Mme A, pharmacien d'officine ;

Etaient présents en qualité de membres :

M. Dominique Brasseur, président du conseil,
M. Jean-Charles Merliot, vice-président du conseil,
M. Jean-Christophe Larant, trésorier du conseil,
Mme Sabine Ménager, membre titulaire du conseil,
Mme Elisabeth Seguin, membre titulaire du conseil,
M. Didier Le Plohic, membre titulaire du conseil,
Mme Valérie Brun, membre suppléant du conseil,

Le quorum étant atteint, la chambre de discipline peut statuer ;

Vu, enregistrée au secrétariat de la chambre de discipline du conseil régional de l'ordre des pharmaciens d'officine de Haute-Normandie le 6 novembre 2006, la plainte du directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Haute-Normandie en date du 30 octobre 2006 à l'encontre de Mme A ; le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Haute-Normandie soutient que, dans le cadre des missions d'inspection de L'inspection régionale de la pharmacie, il a été constaté par le pharmacien inspecteur de santé publique, lors de l'inspection de l'officine en date du 11 octobre 2006, plusieurs anomalies dans le fonctionnement de celle-ci constituant des manquements au code de la santé publique et au code de déontologie des pharmaciens ;

Vu la décision en date du 9 février 2007 par laquelle le président du conseil régional de l'ordre des pharmaciens d'officine de Haute-Normandie a désigné M. R, en qualité de rapporteur ;

Vu le rapport, en date du 11 avril 2007, déposé par M. R ;

Vu la décision de traduction en chambre de discipline du conseil régional de l'ordre des pharmaciens d'officine de Haute-Normandie en date du 12 avril 2007

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience

Après avoir entendu en audience publique :

- M. R, en la lecture de son rapport ;
- les observations de Mme A ;
- les observations de M. D, représentant le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Haute-Normandie ;
- Mme A ayant eu la parole en dernier ;

Après en avoir délibéré, en dehors de la présence des parties, à la majorité des voix, statuant publiquement et par décision contradictoire ;

Considérant que, le 11 octobre 2006, lors de l'inspection de l'officine dont est titulaire Mme A à ... effectuée consécutivement à une première inspection en date du 29 mars 2006, le pharmacien inspecteur de santé publique a constaté la persistance de différents manquements relatifs aux conditions de délivrance des médicaments et particulièrement à l'exercice d'une activité de déconditionnement et de reconditionnement de spécialités pharmaceutiques à destination de patients de la maison de retraite de ... ;

Considérant qu'aux termes de l'article R. 4235-10 du code de la santé publique : « *Le pharmacien doit veiller à ne jamais favoriser, ni par ses conseils ni par ses actes, des pratiques contraires à la préservation de la santé publique. (...)* » ; qu'aux termes de l'article R. 4235-12 dudit code : « *Tout acte professionnel doit être accompli avec soin et attention, selon les règles de bonnes pratiques correspondant à l'activité considérée (...)* » ; qu'aux termes de l'article R. 4235-47 du même code : « *Il est interdit à tout pharmacien de délivrer un médicament non autorisé.* » ; qu'aux termes de l'article R. 4235-48 de ce code : « *Le pharmacien doit assurer dans son intégralité l'acte de dispensation du médicament, associant à sa délivrance : 1° L'analyse pharmaceutique de l'ordonnance médicale si elle existe, 2° La préparation éventuelle des doses à administrer 3° La mise à disposition des informations et les conseils nécessaires au bon usage du médicament (...)* » ; qu'aux termes de l'article R. 4235-55 dudit code « *L'organisation de l'officine ou de la pharmacie à usage intérieur doit assurer Ici qualité de tous les actes qui y sont pratiqués. (...)* »

Considérant que Mme A, qui ne conteste aucunement les faits qui lui sont reprochés, soutient qu'elle a remédié aux manquements relatifs aux conditions de délivrance de médicaments vétérinaires, d'accès aux produits du monopole pharmaceutique et à l'emploi d'un pharmacien adjoint ; qu'il résulte de l'instruction que seules doivent être retenues à l'encontre de Mme A les modalités de l'exercice d'une activité de déconditionnement et de reconditionnement de spécialités pharmaceutiques à destination de patients de la maison de retraite de ... ; que les modifications du conditionnement de telles spécialités en gélules ou comprimés, par utilisation du système de conditionnement « Manrex », système qui ne permet pas de satisfaire les conditions de délivrance des spécialités pharmaceutiques, tant au regard de leurs autorisations initiales de mise sur le marché, des informations obligatoires devant les accompagner, des carences au niveau de leur traçabilité, de la mise en jeu de leur stabilité, des risques d'erreurs dans le remplissage et l'étiquetage des blisters, des modalités pratiques de l'exercice de cette activité au sein de l'officine, que de l'absence de dispensation, par le pharmacien, de conseils de bon usage et de suivi pharmaco-thérapeutique, ne présentent pas de garanties suffisantes pour la sauvegarde de l'intérêt du patient ; que cette pratique contrevient aux dispositions précitées du code de la santé publique ; que, dès lors, ces manquements au code de déontologie des pharmaciens constituent une faute justifiant l'application de l'une des sanctions énumérées par l'article L. 4234-6 du code de la santé publique ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 4234-6 du code de la santé publique « *La chambre de discipline prononce s'il y a lieu, l'une des peines suivantes : 1° L'avertissement ; 2° Le blâme avec inscription au dossier. 3° L'interdiction temporaire ou définitive de servir une ou la totalité des fournitures faites, à quelque titre que ce soit, aux établissements publics ou reconnus d'utilité publique, aux communes, aux départements ou à l'Etat ; 4° L'interdiction, pour une durée maximum de cinq ans avec ou sans sursis, d'exercer la pharmacie ; 5° L'interdiction définitive d'exercer la pharmacie. Les deux dernières sanctions comportent l'interdiction définitive de faire partie d'un conseil de l'ordre. Si, pour des faits commis dans un délai de cinq ans à compter de la notification d'une sanction assortie d'un sursis, dès lors que cette sanction est devenue définitive, la juridiction prononce la sanction prévue au 4°, elle peut décider que la sanction, pour la partie assortie du sursis, devient exécutoire sans préjudice de l'application de la nouvelle sanction. Lorsque les conseils régionaux de la section A et les conseils centraux des autres sections de l'ordre prononcent une peine d'interdiction d'exercer la profession, ils fixent la date de départ de cette interdiction. Les décisions prononcées par ces conseils, non frappées d'appel dans les délais légaux, ont force exécutoire.* » ;

Considérant qu'en égard à l'ensemble des circonstances de l'espèce, il sera fait une juste appréciation de la faute commise par Mme A, en prononçant à son égard la sanction de l'interdiction temporaire d'exercer la pharmacie, pour une durée de deux semaines, cette sanction étant assortie d'un sursis total de deux semaines ;

DECIDE :

Article 1: Il est prononcé à l'encontre de Mme A la sanction de l'interdiction temporaire d'exercer la pharmacie pour une durée de deux semaines, cette sanction étant assortie d'un sursis total de deux semaines.

Article 2: La publication de cette décision sera assurée par le conseil régional de l'ordre des pharmaciens d'officine de Haute Normandie.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à Mme A, au directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Haute-Normandie, au ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées et au président du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Prononcé en audience publique le 26 novembre 2007.

La présidente,

Signé

Karine Jorda-Lecroq